FORCES SOCIALES ET ACCUMULATION DU CAPITAL AU MAGHREB

L'analyse des forces sociales en présence en Algérie, au Maroc et en Tunisie est indispensable pour qui veut rendre compte des formes d'accumulation du capital dans ces trois pays et de l'intensité variable des liens qu'elles entretiennent avec le capital étranger. Ainsi pourra-t-on voir que le processus d'internationalisation du capital dans cette partie de la Méditerranée résulte du jeu complexe des forces sociales internes, telles qu'elles sont historiquement produites et du capital étranger en voie permanente d'expansion à l'échelle mondiale.

Cette étude comprendra trois parties.

Première Partie : Les conditions historiques de l'accumulation du capital au Maghreb.

Deuxième Partie : Les processus actuels de l'accumulation du capital.

Troisième Partie : Les perspectives d'avenir de l'accumulation du capital au Maghreb.

PREMIÈRE PARTIE

LES CONDITIONS HISTORIQUES DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Les trois pays du Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie ont été insérés dans le processus international d'accumulation du capital par l'implantation dans chacun d'eux de secteurs exportateurs liés au marché mondial.

Pour l'Algérie, l'insertion au marché mondial s'est réalisée sur la base des céréales, du vin, et des produits minéraux.

Pour le Maroc, elle s'est réalisée pour l'essentiel sur la base des céréales, des agrumes, et des produits minéraux.

Enfin, pour la Tunisie, cette insertion s'est réalisée par l'intermédiaire des céréales et de la culture d'oliviers.

Dans chacun de ces trois pays, cette insertion s'est traduite par la naissance de deux fractions de la bourgeoisie. Une fraction agraire de la bourgeoisie, essentiellement liée à l'exportation, et une fraction commerciale de la bourgeoisie liée à l'importation et à l'exportation. Au sein de cette bourgeoisie agraire ou commerciale la différence des statuts politiques des trois pays a certainement déterminé des clivages importants entre bourgeoisie étrangère et bourgeoisie maghrébine.

Pour l'essentiel, dans le cas de la Tunisie et du Maroc, le statut politique a rendu possible l'émergence d'une bourgeoisie marocaine ou tunisienne disposant d'une base économique importante, qui disputait la suprématie économique interne à la bourgeoisie coloniale. Au Maroc comme en Tunisie cette bourgeoisie, enrichie par le commerce et l'agriculture a acheté en masse des terres aux colons au lendemain de l'indépendance.

Dans le cas de l'Algérie, l'hégémonie de la bourgeoisie agraire et commerciale coloniale a tracé des limites étroites au développement de la bourgeoisie algérienne et il faudra attendre l'après-guerre et la période 1954-1962 pour voir cette bourgeoisie émerger faiblement au plan industriel et consolider ses bases dans les campagnes.

En dehors de cette première caractéristique de l'accumulation durant la période coloniale ou de protectorat, on doit bien voir la faiblesse de l'accumulation dans le secteur industriel dans les trois pays. Cette faiblesse nous semble due à deux causes complémentaires.

— La première est évidemment d'ordre politique; le statut de ces différents pays excluait la possibilité d'une industrialisation autonome même dans des conditions de crise économique importante. Ainsi au lendemain de la crise économique de 1929, alors que d'autres pays comme ceux d'Amérique Latine, par exemple, se lançaient dans des expériences de substitution à l'importation et donc développaient la base industrielle de leur bourgeoisie, dans le cas des pays du Maghreb, aucune politique de ce type ne peut être suivie pour la raison simple que les capitaux français ne s'investissaient pas dans l'industrie de ces pays-là, alors que les capitaux formés, développés dans l'agriculture, préféraient dès cette époque-là le placement à l'extérieur plutôt que l'investissement dans des secteurs largement concurrencés par les produits industriels métropolitains.

— La deuxième raison est d'ordre économique; elle résulte de la contradiction entre l'état des techniques de production et l'état de la répartition du Revenu National. Le développement du capitalisme agraire dans chacun des pays a conduit — étant donné le faible niveau des salaires versés au prolétariat agricole, étant donné aussi les surpris réalisés par les capitalistes au moment de la vente de leur marchandise — à une forte inégalité dans la répartition des revenus monétaires et ceci dans chacun des pays. Sur cette base là, il est clair qu'aucune perspective à long terme n'était ouverte pour l'accumulation du capital dans l'industrie. L'étroitesse des marchés de biens de consommation non durables n'était guère compensée par l'élargissement progressif des marchés pour les secteurs fabriquant des biens de consommation durables ou de luxe.

Dans ce cas-là, dans l'hypothèse même où l'accumulation du capital aurait démarré dans le secteur industriel, comme ce fut le cas dans certaines conjonctures économiques, telle que la deuxième guerre mondiale, cette accumulation du capital se trouvait progressivement freinée du fait précisément de cette inadéquation de l'accumulation du capital à l'état des marchés de ces pays. Donc chacun des trois pays va accéder à l'indépendance avec une structure économique caractérisée essentiellement par des noyaux capitalistes dans l'agriculture et le commerce et un secteur industriel capitaliste extrêmement faible sinon inexistant, par exemple dans le cas de la Tunisie.

Dans les trois pays aussi, la faiblesse numérique du prolétariat agricole ou industriel, qui trouve sa voie dans l'émigration, empêche la formation de partis ouvriers solidement implantés et idéologiquement autonomes. De leur côté, les masses paysannes, en voie de prolétarianisation, dominées économiquement, ne forment pas, surtout en Algérie et en Tunisie, des entités sociales capables de se regrouper en classe pour soi.

De plus, les luttes d'indépendance ont, à des degrés variables, renforcé le sentiment d'union nationale, idéologie de transition.

Telles sont les conditions sociales résultant de l'histoire telle que les reçoivent les gouvernements des différents pays au moment de l'indépendance. Au lendemain de l'indépendance, les politiques suivies par les trois Etats vont différer en raison des forces sociales en présence.

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS ACTUELLES DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Elles sont évidemment différentes au Maroc et en Tunisie d'un côté et en Algérie de l'autre.

1) LES CAS MAROCAIN ET TUNISIEN.

Au Maroc comme en Tunisie, la présence d'une force sociale bourgeoise importante, l'absence d'une classe ouvrière ou paysanne relativement puissante, font que la politique économique va être largement identique à celle qui prédominait durant la période coloniale. Pour l'essentiel cette politique économique menée au Maroc et en Tunisie, va mettre très largement l'accent sur le développement agricole tourné vers les marchés extérieurs, c'est-à-dire reproduire le schéma classique d'insertion dans l'accumulation mondiale.

A. — *Au Maroc.*

La politique économique menée a pour objectif le développement du capitalisme agraire. On peut le voir en évoquant les traits principaux de cette politique.

1) *Au niveau des débouchés.*

Pour pallier l'étroitesse relative du marché interne, le pouvoir marocain s'est engagé dans un processus de recherche de débouchés extérieurs et de promotion des exportations, confirmant ainsi la politique coloniale d'intégration du Maroc au marché mondial. Prenant acte de la concurrence subie par les produits marocains, le gouvernement s'est engagé dans une politique d'association avec la CEE à partir de l'accord d'association du 30 mars 1969. De même la mise en place d'un secteur d'industries alimentaires (par exemple les sucreries) a contribué à étendre les débouchés pour le capitalisme agraire.

2) *Au niveau du financement.*

Depuis l'indépendance, l'agriculture a constitué le secteur prioritaire en matière de politique économique marocaine. Cette priorité n'est que l'effet de la structure du pouvoir politique. Elle s'est traduite dans la structure des investissements publics et dans la nature des mécanismes de financement agricole mis en place. (Nous rappelons pour mémoire l'existence d'un code des investissements agricoles depuis 1969).

On sait que tous les plans de développement marocains se sont traduits pour une part de plus en plus grande de l'agriculture dans l'affectation des fonds d'investissement public.

Ainsi, au cours du Plan quinquennal 1960-1964, 864 millions de dirhams d'investissements publics ont été réalisés dans l'agriculture. Avec des crédits ouverts de l'ordre de 1 milliard de dirhams, cette même orientation est maintenue durant le triennal 1965-1967. Enfin, le Plan quinquennal 1968-1972 prévoit un volume de 2 551 millions d'investissements publics dans ce secteur dont 746 millions pour les barrages. « Ainsi, la politique d'investissement agricole favorise essentiellement la grande hydraulique qui bénéficie surtout à la moyenne et à la grande exploitation » (1).

En effet, les fonds alloués sont en grande partie utilisés dans l'hydraulique et au sein de celle-ci dans la grande hydraulique. Selon A. Belal et A. Agourram, sur un budget de 2,6 milliards de dirhams d'investissements publics effectués dans l'agriculture durant la période (1958-1969) 1,6 milliard furent réservés à l'hydraulique, la petite hydraulique n'en recevait que 1/9. Le résultat en a été une spéculation forcenée sur les terres du périmètre, l'exclusion définitive des petits paysans qui vivaient sur ces terres et l'installation du capitalisme agraire. Ce phénomène d'expropriation réelle est

(1) A. BELAL et A. AGOURRAM. « L'économie marocaine depuis l'indépendance ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*. C.N.R.S., 1971.

accentué par les subventions accordées par l'Etat aux différentes catégories d'agricultures du périmètre, réalisant les conditions objectives d'une expropriation future des plus pauvres d'entre eux.

Le mécanisme de financement du secteur agricole participe de la même logique et arrive aux mêmes résultats; expropriation totale des producteurs directs et capitalisme agraire.

Ainsi, depuis 1961, avec la création de la Caisse nationale de crédit agricole, le crédit agricole contribue à la concentration des terres par exclusion de fait des petits paysans. Les bénéficiaires du crédit agricole sont en effet choisis selon un critère fiscal (plus le montant des impôts payés est important et plus le prêt éventuel sera important).

Le résultat en est le suivant : pour la période 1962-1965, les exploitations de 0 à 5 ha ont bénéficié de 2,5 % du montant global du crédit agricole alors que les exploitations agricoles de 50 ha et plus ont bénéficié de près de 60 % du total des crédits accordés. Qui sont les bénéficiaires des prêts ?

Analysant les prêts accordés par la Caisse régionale du Crédit agricole de Kénitra, M. Lahbabi arrive aux constatations suivantes : 87 % des clients de la Caisse reçoivent un peu plus de 30 % du total des crédits agricoles distribués; 5 % des clients de la Caisse empruntent 48,5 % au total des crédits distribués. En outre, on relève que 29 % des bénéficiaires sont des fonctionnaires, 9,6 % sont des militaires, 54,8 % des agriculteurs, enfin 6,6 % des commerçants et des industriels. Cet échantillon démontre le type de trajectoire structurale possible en pays sous-développés : des appareils d'Etat vers l'accumulation du capital : c'est ce que M. Lahbabi appelle une colonisation « nationale » mais on peut l'appeler l'achèvement d'une « accumulation primitive » par insertion des détenteurs du pouvoir politique dans le mécanisme d'accumulation du capital.

3) Au niveau de la réforme agraire.

Les assurances politiques contre la réforme agraire ont aussi constitué un stimulant au développement du capitalisme agraire depuis quinze années au Maroc mais il est clair que, ni la structure du pouvoir politique ni les distributions très partielles de terres qui ont été opérées jusqu'ici ne laissent prévoir une véritable remise en cause de la propriété de la terre dans sa forme actuelle (2).

Il convient maintenant d'apprécier les possibilités de maintien de cette politique étatique vis-à-vis du développement du capitalisme agraire. Ce maintien nous semble problématique pour deux séries de raisons (3).

(2) M. LAHBABI. *Les années 80 de notre jeunesse*. Les Editions Maghrébines, Casablanca, écrit : « Le facteur important qui fait défaut aujourd'hui, c'est la détermination de l'Etat d'assurer ses responsabilités, de s'attaquer aux obstacles structurels de l'économie, de se rendre maître des secteurs clés de l'économie et des finances ». La question essentielle pour l'avenir du Maroc est de savoir à quelles conditions (non idéalistes) l'Etat peut acquérir cette détermination.

(3) Nous laissons de côté la critique du modèle théorique du développement par l'agriculture qui est ici implicite. Une forme de ce modèle, a été, on le sait, élaborée par Jacob Viner pour les pays latino-américains. Nous en avons fait la critique dans notre

— En premier lieu, les résultats atteints sont loin d'être probants. La production céréalière est stagnante, sinon en diminution ainsi que celle du vin, tandis que la production « riche », agrumes et autres, fluctue autour d'un trend à peine croissant (4).

— En deuxième lieu, cette politique se heurte à des contradictions internes autant qu'externes. — Au niveau interne, le mouvement d'expropriation des producteurs qu'entraîne la politique étatique crée des tensions internes importantes précisément parce que l'exode rural se développe sans que les industries des villes soient en mesure de fournir un emploi stable à la majeure partie des travailleurs.

— Au niveau externe, le mouvement actuel d'accumulation dans l'agriculture marocaine demeure entièrement dépendant du mouvement d'accumulation des pays de capitalisme développé. Le financement des investissements dans l'agriculture, dépendant des prêts extérieurs accordés au Maroc, par ailleurs l'ouverture des marchés extérieurs à la production marocaine n'est pas une situation acquise pour toujours, et on a déjà une contradiction entre la dépendance financière, vis-à-vis des Etats Unis et la dépendance commerciale vis-à-vis de l'Europe.

B. — *En Tunisie.*

Dans le cas de la Tunisie, il faut distinguer nécessairement deux périodes :

- celle qui sépare l'indépendance et 1961;
- celle qui va de 1961 à 1969.

Dans la première période, les formes sociales en présence déterminent la continuation d'une politique économique tournée vers l'expansion du capitalisme agraire, la dépossession de la paysannerie et l'extension des exportations.

Durant cette période, le développement industriel reste faible, tout comme d'ailleurs au Maroc, comme l'a bien montré Belal, en raison de la faible expansion des marchés intérieurs pour les produits industriels, faible expansion expliquée, comme on le sait par la forte inégalité dans la répartition du revenu national monétaire.

Cette période va se clore en Tunisie sur une crise sociale relativement forte; le chômage urbain, la dépossession rurale déterminent des tensions sociales graves qu'accentuent les mauvaises récoltes durant la fin de la période. Aussi bien verra-t-on intervenir une nouvelle politique économique à partir de 1961; politique économique que l'on associe traditionnellement au nom de Ben Salah, mais qu'il faudrait identifier comme une tentative d'émergence d'une petite bourgeoisie au sein des appareils d'Etat et tentative de développement d'une base économique autonome par la petite bourgeoisie.

article « Le renversement de la problématique ricardienne des coûts comparés dans la théorie économique contemporaine. » *Revue Algérienne des Sciences Economiques, Politiques, Juridiques*, décembre 1971.

(4) Voir la Chronique économique, A.A.N., 1972.

Cette deuxième période va être caractérisée en Tunisie par l'émergence du capitalisme d'Etat. Nous appelons capitalisme d'Etat, un système économique dans lequel l'accumulation du capital est décidée à partir des appareils d'Etat. Ce système est aussi caractérisé par une séparation entre la propriété et la détention des moyens de production, détention des moyens de production confiée à des directeurs d'unités de production nommés par l'Etat. A partir de 1961, donc, se développe ce capitalisme d'Etat essentiellement dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie.

— Dans l'agriculture d'abord, le capitalisme d'Etat prend la forme d'une expansion du développement des coopératives agricoles. Le nombre de coopératives agricoles, ainsi que les surfaces intéressées a évolué comme le montre le tableau I.

	Coopératives de production	Coopératives de polyculture	Totaux annuels
décembre 1962	15		10 211
" 1963	81		75 560
" 1964	51	14	159 430
" 1965	66	26	339 530
" 1966	88	33	557 550
" 1967	37	33	715 110
" 1968	5	11	1 078 730
août 1969	nd	nd	4 667 000
décembre 1969	nd	nd	1 172 000

Sources : H. ATTIA, « L'Evolution des structures agraires en Tunisie ». *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, novembre 1966, n° 7. Plan 1969-1972.

Section Réforme des Structures. On remarquera le recul prodigieux en 1969.

Parallèlement est mis en place un système de financement des coopératives qui prend une grande ampleur comme le montrent les tableaux suivants :

Avances et prêts de la Banque de l'Agriculture au secteur agricole

(Dinars)

Fin d'année	Coopératives		Cultivateurs indépendants		Total
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme	
1960					1 835 429
1961					2 058 340
1962					3 870 030
1963					3 829 798
1964	702 071	1 553 422	1 840 761	324 683	4 420 937
1965	2 852 802	1 708 774	1 687 385	360 972	6 609 933
1966	2 561 393	1 830 811	1 659 743	830 413	6 882 360
1967	5 377 304	2 571 344	1 326 343	455 059	9 730 050
1968	6 374 739	5 623 599	1 147 719	491 274	13 637 331

Source : *Rapports annuels de la Banque nationale de l'Agriculture*.

Le financement est, bien entendu, pour l'essentiel à la charge de l'Etat.

Dotations spéciales du fonds d'Etat mis à la disposition de l'Agriculture par l'intermédiaire de la Banque Agricole

Année	Dotations spéciales	Avance sur dotations spéciales
1960	1 493	1 242
1961	1 543	1 635
1962	3 297	3 433
1963	4 427	3 484
1964	6 597	5 023
1965	7 624	6 026
1966	9 269	6 934
1967	9 464	6 487
1968	12 686	10 338
1969	14 869	13 470

Source : Rapports de la Banque de l'Agriculture.

En conséquence, l'endettement du secteur agricole n'a pas cessé de croître durant la période.

Dans l'industrie aussi un réel effort d'investissement est réalisé avec le désir de promouvoir une industrie de base métallurgique et pétrochimique, et de développer le secteur des biens de consommation. L'investissement industriel a évolué comme suit :

1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
17	23,6	28,6	46,3	62,2	56,1	50,7	46

Cet effort d'investissement global dans l'agriculture comme dans l'industrie, a été rendu possible par un appel considérable aux capitaux étrangers sous forme d'aides publiques ou de crédits de fournisseurs.

Périodes	1960-1963	1964-1968
moyenne annuelle (1) de financement extérieur	31 MD	81 MD
Investissement (2)	77 MD	122 MD
$\frac{1}{2}$	43 %	65 %

Source : C. AYARI, « La structure du financement extérieur des investissements en Tunisie », R.T.S.S.

La politique économique suivie par Ben Salah a échoué pour des raisons internes aussi bien qu'internationales dans l'agriculture comme dans l'industrie.

Les raisons internes sont très manifestement l'opposition progressive des producteurs directs eux-mêmes à l'expérience. La mise en coopération forcée qui a été réalisée, la dégradation du niveau de vie des producteurs directs dans la coopération ainsi que la relative gestion bureaucratique qui s'est exercée sur eux, déterminaient une opposition fondamentale des paysans à l'expérience. De même ces paysans réagissent ici à leur exploitation par la baisse de la productivité et le souhait de moins en moins dissimulé de voir les coopératives disparaître.

Au niveau économique, les résultats ne sont pas très brillants malgré de gros efforts d'équipement, il n'y a pas un accroissement sensible de la production.

Production estimée pour les principales cultures

Année	Céréales 1 000 tonnes	Huile d'olive (1 000 tonnes)	Vin 1 000 hec- tolitres	Agrumes 1 000 tonnes	Dattes 1 000 tonnes
1960	575	32,2	1 537	78,1	48,0
1961	293	125,0	1 437	95,5	36,3
1962	496	34,0	1 854	93,5	14,8
1963	912	45,0	1 986	62,0	30,0
1964	551	89,0	1 835	88,0	42,0
1965	700	95,5	1 947	94,0	54,0
1966	429	52,5	1 265	82,0	42,3
1967	460	19,5	978	110,0	39,3
1968	513	51,0	985	77,0	59,5
1969	380	55,0	847	73,0	-

Source : Banque Nationale Agricole. *Rapport 1969*. Les chiffres donnés pour les céréales sont les estimations de l'Office des Céréales; on considère que ces chiffres sous-évaluent la production actuelle d'une moyenne annuelle de 75 000 tonnes environ. La récolte de dattes a été totalement détruite en 1969 par les pluies abondantes d'octobre.

Parallèlement se gonflait le volume de l'endettement de l'agriculture envers le système bancaire.

*Montant total de la dette du secteur agricole
envers le système bancaire proprement dit*

Fin d'année	Court terme	Moyen et long terme	Total
1960	3 270	2 305	5 575
1961	3 646	2 278	5 924
1962	3 516	2 218	5 734
1963	1 860	3 207	5 067
1964	3 470	3 333	6 803
1965	2 620	5 400	8 020
1966	4 266	6 838	11 104
1967	8 410	7 987	16 397
1968	12 528	8 969	21 497
1969	10 202	11 974	22 176

Source : Service des Risques, Banque Centrale de la Tunisie, Rapports annuels.

Dans l'industrie, les choix des secteurs et des techniques de production aboutissent rapidement à une sous-utilisation des capacités de production, une stagnation de l'emploi industriel.

Enfin les contraintes internationales n'étaient pas négligeables. L'Etat tunisien disposant d'une base financière fragile, devait recourir à l'emprunt extérieur aussi bien pour financer son expérience agraire que sa politique industrielle. Le capital étranger réagira aussi très violemment à la tentative de collectivisation menée dans l'agriculture. De 1960 à 1968, le service de la dette passe de 5,7 % à 44 % des recettes d'exportations et de 4 à 27,3 % des recettes d'exportations de biens et services. Pendant cette période, la part des dons passe de 66 % en 1960/1963 à 20 % en 1964/1968. Ceci exprime une position politique du capital international vis-à-vis de l'expérience Ben Salah.

En 1966, la moitié du service de la dette soit 11,6 MD environ a été absorbée par le service de la dette du crédit fournisseur.

En fait les échéances arrivent avant que certaines entreprises débitrices ne soient encore en mesure de dégager ni les moyens internes, ni les moyens externes nécessaires au financement des charges.

La charge de la dette est ainsi directement supportée par les réserves nationales de change.

En avril 1966, le gouvernement prit des mesures de limitation des crédits fournisseurs car entre 1965-1968, la dette extérieure a doublé, ainsi que son service, tandis que le P.I.B. a cru de 12 % seulement et les exportations de 10 % seulement. L'expérience de Ben Salah va donc échouer en raison d'une double contradiction. A l'intérieur, l'alliance de classe, alliance certainement contre nature entre la bourgeoisie foncière et la paysannerie pauvre allait conduire à la remise en cause de l'expérience de collectivisation. A l'extérieur, le capital étranger tenait entre ses mains les conditions techniques et financières du développement économique. Ben Salah et l'accumulation étatique se trouvaient en quelque sorte entre deux feux, celui de l'opposition interne à sa politique et celui des limites à lui tracées par le capital extérieur. La libéralisation intervenue par la suite est le résultat de cette double contrainte.

2) LE CAS DE L'ALGÉRIE.

Au lendemain de l'indépendance, le rapport des forces sociales se présente ainsi : la bourgeoisie foncière et industrielle algérienne n'a pas l'initiative politique et reste relativement faible économiquement; le statut politique de l'Algérie a déterminé la faiblesse de cette bourgeoisie dans l'agriculture.

Faiblesse ne signifie pas inexistence, loin de là et on peut facilement prouver que depuis la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis 1954,

la bourgeoisie agraire algérienne et la bourgeoisie commerciale et industrielle algérienne ont respectivement élargi leur base. Néanmoins, la lutte pour l'indépendance politique, l'indépendance elle-même ont amené sur le champ politique des forces nouvelles qui disputent à la bourgeoisie sa prédominance économique et sociale. De leur côté les travailleurs, paysans de la campagne, travailleurs des villes ont durant cette période-là émergé au plan politique, quoique les nécessités de l'indépendance nationale n'aient pas déterminé une autonomisation de leur lutte politique. Enfin au lendemain de l'indépendance, une couche sociale nouvelle se développe au sein des appareils d'Etat qui constituent pour le moment sa base unique. Dans cette conjoncture politique, ni la bourgeoisie, ni les travailleurs ne peuvent directement exercer le pouvoir économique. La bourgeoisie ne le peut pas en raison de sa faible capacité politique à imposer son point de vue économique. Si elle le pouvait, elle aurait d'abord et très certainement pris possession des terres laissées par les colons, elle aurait ensuite et très certainement organisé l'accumulation dans l'industrie au moins de substitution à l'importation.

Si les travailleurs avaient eu immédiatement l'initiative politique, ils auraient très rapidement exercé les pouvoirs économiques, d'ailleurs reconnus dans les textes organisant l'autogestion agricole et industrielle. La période 1962-1966, illustre l'incapacité réciproque de ces deux forces sociales d'exercer leur pouvoir économique autonome à défendre leurs intérêts. Aussi bien dans cette conjoncture politique où les deux forces sociales principales sont absentes et où l'Etat n'a pas encore les moyens de sa politique économique, c'est le capital étranger, essentiellement dans les hydrocarbures qui réalise l'accumulation la plus forte.

Ainsi durant cette période des « Plans d'urgence », les fonds publics sont utilisés à achever un certain nombre d'opérations du Plan de Constantine, à moderniser des unités abandonnées et à lancer les premières unités industrielles orientées vers la consommation courante (textiles, cuirs, produits alimentaires).

Au cours de cette période, la ventilation des investissements se présente comme suit (en millions de dinars).

Secteur privé	1 590
Unités nouvelles (publiques)	488
Remise en marche, extension et modernisation	410

TOTAL 2 488

Pour la plupart d'entre eux, les investissements du Secteur privé sont réalisés par l'étranger dans le secteur des hydrocarbures. Les investissements publics ont été rendus possibles par différentes aides étrangères.

A partir de 1966, l'apparition d'une doctrine économique étatique cohérente va se traduire dans les faits par une politique économique

rendue possible par l'aisance financière produite par le développement des recettes fiscales pétrolières. Celles-ci ont évolué comme suit.

1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
247	295	377	632	880	1134	1320	1325	1648

Source : *Lois des Finances*.

La politique économique met l'accent sur la maîtrise par l'Etat de l'économie nationale. Elle se donne pour moyens les nationalisations des intérêts industriels et miniers détenus par les étrangers en Algérie, mais aussi la mise en œuvre de plans de développement. Une analyse rapide de ceux-ci nous permettra de voir la spécificité de cette politique économique.

Le plan triennal met l'accent sur la transformation des richesses naturelles, sur des industries sidérurgiques, mécaniques et électriques, et aussi sur la substitution à l'importation. L'instrument de cette politique économique est constitué par le secteur public, ensemble de sociétés nationales créées pour opérer dans les secteurs définis plus haut. L'étatisation de cette économie prend donc une forme avancée, et a pour base doctrinale le modèle appelé d'industries industrialisantes dont la logique profonde nous semble être, au-delà de ses caractéristiques techniques, la recherche de voies et de moyens de solution au blocage de l'accumulation du capital vécue par l'Algérie durant la période coloniale et vécue par d'autres pays, par exemple, ceux d'Amérique Latine auxquels il est fait explicitement référence.

L'investissement public :

Prévisions-Réalisations pendant la période triennale 1967/1969

(Unité : millions de DA)

	1967	1968	1969	Total
Prévisions	2 737	3 286	4 946	10 970
Réalisations	1 666,2	3 169,5	4 605,0	9 440
Taux de réalisation	63 %	96 %	93 %	86 %

Source : Bilan provisoire du Triennal 1967/1969.

Cet effort d'investissement public a surtout porté dans le domaine industriel, comme le montre le tableau suivant. De même, au sein de ce secteur, on remarquera la part écrasante des hydrocarbures et des industries métallurgiques.

Prévisions et réalisation des investissements publics 1967/1969

(Unité : millions de DA)

	1967		1968		1969		Total		Taux de réalisation
	Prévision	Réalisation	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	%
Agriculture	558	305	548	617	626	635	1 732	1 157	90
Industrie	1 200	798	1 750	1 754,5	2 450	2 616	5 400	5 168,5	95
Infrastructure	298	210	352	288	500	265	1 150	763	66
Habitat	133	59	132	271	140	96	405	226	55
Education	172	92	138	115	602	480	912	687	75
Formation	30	18,2	37	34,5	66	42	133	94,7	71
Tourisme	63	33	68	62	150	56	281	151	54
Social	60	49	89	74,5	145	126	294	249,5	84
Administratif	125	59	108	705	207	219	440	383	87
Divers	98	43	64	48	60	70	223	161	72
Total	2 737	1 666,2	3 286	3 169,5	4 946	4 605	10 970	9 440,7	86

Financement des réalisations

(Unité : millions de DA)

Secteurs	Budget				Hors Budget		Opérations débudgétisées		Total	
	Concours définitifs		Concours temporaire		Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Real.
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.						
Industrie	1 800	941,	2 500	2 272,5	760	1 467	340	488	5 400	5 168,5
Agriculture	706	544	1 026	904		52		57	1 732	1 557
Infrastructure	850	550	300	187		20		6	1 150	763
Education	912	680				0,5		6,5	912	687
Formation	133	76,2				18		0,5	133	94,7
Tourisme	281	109				16,5		25,5	281	15,1
Habitat	105	76	300	150					405	226
Social	294	234				13,5		2	294	249,5
Equipement adm. et collectif	440	335				46,5		1,5	440	383
Divers	223	153		8					223	161
Totaux	5 744	3 698,2	4 126	3 521,5	760	1 634,0	340	587	10 970	9 440,7

Source : Bilan provisoire du Triennal 1967/1969.

Objectifs et réalisations d'investissements dans l'industrie 1967/1969
(Unité : millions de DA)

Branches	Objectif des Investissements	Réalizations		Prév. 1969	Total	% de réalisation
		1967	1968			
1. Hydrocarbures	2 265	380	977,2	1 400	2 757,2	120
2. Mines et carrières	200	28	44,3	78	150,3	75
3. Electricité	260	3	25	130	158	60
4. Sidérurgie	1 200	140	335	800	1 275	100
5. Constructions méc. et élect.	200	42	22	40	104	52
6. Chimie	581	60	216	13	289	50
7. Industries Alimentaires	241	25	54	80	159	66
8. Industries Textiles	170	70	41	15	126	76
9. Industries cuirs et peaux	30	20	14	10	44	140
10. Matériaux de construc- tion	95	2	2	20	24	25
11. Bois, papier, divers	108	-	14	20	34	35
12. Artisanat. DIL.	50	28	10	8	46	92
Totaux	5 400 Prév.	798 : 66,5 % 1 200	1 754,5 : 101 % 1 750	2 616 : 105 % 2 450	5 168,5	95 %

Source : Bilan provisoire du Triennal.

Un autre regroupement des investissements industriels nous permet de mieux comprendre la stratégie suivie : valorisation des ressources naturelles, installation d'un secteur de biens de production. A eux deux, les secteurs des hydrocarbures et des industries lourdes ont réalisé 81 % des investissements.

Secteur	Montant en millions de dinars	Pourcentage
Industries de transformation	1 050	19 %
Industries lourdes	1 660	30 %
Hydrocarbures et dérivés	2 768	51 %
Total	5 478	100 %

Source : Ministre de l'Industrie et de l'Energie.

Ce plan triennal a été développé dans le plan quadriennal 1970-1974 qui reprend en compte les priorités industrielles définies dans le premier plan et les développe.

Sur un total de 27 milliards de D.A. d'investissements, 12,5 milliards sont accordés à l'industrie, soit près de 50 %. Le Plan quadriennal qui est

arrivé à son terme l'année dernière, reposait sur l'idée que le développement économique national devait être fondé sur l'accumulation dans le secteur des hydrocarbures, accumulation dans le secteur sidérurgique, métallurgique et électrique, et enfin là aussi l'extension des industries des biens de consommation de masse. Enfin ce plan mettait l'accent sur l'investissement indispensable à la formation, investissement dans l'éducation primaire et secondaire, et éducation supérieure.

Les priorités retenues pour le secteur industriel sont clairement exprimées dans les tableaux suivants.

Investissements industriels

Secteurs	Période triennal 67 à 69 (1)	%	Période 70 à 73 quadriennale (2)		Total 67 à 73	
Hydrocarbures	2 639		7 300		9 939	
Production de biens d'Equipements (Sid-Mécan-Métall-Mat. de Const. Electricité)	1 691	68 %	6 850	68,5 %	8 541	68 %
Production de biens de consommation (Industrie légère)	842	32 %	3 150	31,5 %	3 992	32 %
Total hors hydrocarbures	2 533	100	10 000	100	12 533	100
Total général	5 172		17 300		22 472	

(1) Source : Industrie 1972 MIE (les chiffres concordent avec le Bilans provisoire du SEP de juillet 1970).

(2) Source : SEP Budget d'Equipement de l'Etat — Situation des Crédits (LT et MT) établi par la BAD.

En pourcentage, la situation est la suivante :

Secteurs	Triennal	Quadriennal	Total 67 à 73
Hydrocarbures	51 %	42,1 %	44,1 %
Département I (B. P)	32,8 %	39,3 %	37,9 %
Département II (B. C)	16,2 %	18,4 %	18 %
Total général (y compris hydrocarbures)	100	100	100

Le 2^e Plan quadriennal, actuellement mis en œuvre conserve le même ordre de priorités. L'industrie, et surtout le secteur des hydrocarbures, conserve 43 % des fonds d'investissement tandis que les hydrocarbures obtiennent près de 20 milliards de dinars rendus indispensables par la nécessité de produire et rendre disponible gaz et pétrole.

Tableau récapitulatif des investissements

II^e Plan quadriennal 1974/1977

(en millions de dinars)

	Autorisations totales de dé- penses 74-77	%	Coût des nou- veaux programmes
Industrie	48 000	43,5	65 350
Agriculture	12 005	10,9	9 224
Hydraulique	4 600	4,2	4 840
Tourisme	1 500	1,4	1 200
Pêches	115	0,1	54
Infrastructures Econom.	15 521	14,0	16 718
Education-Formation	9 947	9,0	8 988
Social	14 610	13,3	16 330
Equipement Administratif	1 399	1,3	1 304
Etudes-Divers-Imprévus	2 520	2,3	2 463
Total	110 217	100,0	126 471

Source : *Bulletin Economique de l'APS*, juillet 1974.

Investissements industriels

(en millions de dinars)

	Autorisations totales de dépenses 1974-1977	Coût des nou- veaux programmes
Hydrocarbures	19 500	26 000
Mines	1 100	800
Electricité	1 525	1 700
Sidérurgie	5 865	8 000
Construc. mécan. et électr.	6 238	10 700
Chimie	4 000	4 850
Matériaux de construc- tion	4 100	4 550
Industries alimentaires	1 470	2 250
Textiles	1 420	2 000
Cuir	170	300
Bois-papier-et divers	1 660	3 000
Industrie locale et arti- sanat	910	1 150
Etudes générales	42	50
Total	48 000	65 350

Source : *idem.*

Parallèlement l'Etat a engagé dans les campagnes un processus de transformation des structures agraires basé sur la limitation de la grande propriété, l'expropriation des absentéistes et la distribution des terres ainsi récupérées en un nombre déterminé de coopératives de production.

On espère ainsi réaliser cette dynamique des marchés qui constitue un des moteurs objectifs de l'accumulation du capital dans les pays de capitalisme dominé. Ceci étant, il convient d'analyser maintenant dans une troisième partie, les obstacles à l'accumulation du capital au Maghreb et les conséquences qui peuvent en résulter du point de vue de l'internationalisation du capital.

TROISIÈME PARTIE

LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL AU MAGHREB

Pour l'essentiel, pour le Maroc aussi bien que pour la Tunisie, on doit admettre que les politiques d'accumulation menées jusqu'alors, partiellement par l'Etat, dans le cas de la Tunisie, totalement par la bourgeoisie privée dans le cas du Maroc, ont abouti à un échec, en ce sens que la reproduction élargie du capital ne put s'opérer, offrant ainsi des possibilités d'emploi et de revenu à la majeure partie de la population. Le développement des tensions sociales en Tunisie, comme au Maroc, a été, certainement durant les dernières années, amoindri par le développement de l'émigration des travailleurs tunisiens et des travailleurs marocains; néanmoins, l'ampleur du chômage, la faiblesse des perspectives industrielles dans chacun de ces deux pays, a nécessité de la part de chacun des deux gouvernements, le choix d'une politique d'appel aux capitaux extérieurs, pour l'essentiel l'internationalisation du capital dans ces pays là est le résultat d'un blocage de l'accumulation du capital.

Dans le cas du Maroc, ce choix s'inscrit dans le cadre d'une politique économique largement différente de celle qui prévalait jusque là. La nécessité d'accroître l'emploi dans les villes, pour des raisons politiques et sociales, sans changements structurels profonds, a conduit le gouvernement marocain à tenter une politique d'industrialisation orientée vers l'exportation. Cette orientation se lit aussi bien dans la structure des investissements prévus au Plan 1973-1977 que dans les perspectives d'exportation tracées pour la période.

Structure des investissements par secteur et par agent

(En pourcentage)

Secteurs	Crédits budgétaires	Autofinancement des établissements publics	Fonds propres privés	Crédits bancaires	Total
Agriculture	11,1	0,3	2,1	2,3	15,8
Industrie	6,9	9,0	7,0	14,3	37,2
Infrastructure	4,7	2,9	1,0	-	8,6
Enseignement et formation des cadres	6,2	-	-	-	6,2
Equipements sociaux et culturels	5,1	0,2	10,6	7,7	23,6
Administration générale	4,3	-	-	0,1	4,4
Développement régional	4,2	-	-	-	4,2
Total	42,5	12,4	20,7	24,4	100,0

L'industrie ainsi favorisée, ne peut être qu'exportatrice à court et à moyen terme dans un pays où le niveau de vie de la majeure partie de la population reste bas. On sait par exemple qu'en 1971, 10 % des ménages marocains réalisent 37,6 % des dépenses de consommation tandis que 50,30 d'entre eux ne réalisent que 10 % des dépenses. On sait aussi que les ménages ruraux ne consacrent que 7,3 % de leurs faibles revenus à l'achat de produits manufacturés industriels. L'industrie sera donc exportatrice.

Les exportations 1973-1977

	1973	1977	Taux de croissance
Produits agricoles Forêt-pêche	945	1 135	4,7 %
Phosphates-Minerais	920	1 478	12,5 %
Autres produits manufacturés	828	1 360	14 %

Source : Construit d'après les chiffres du Plan, ces prévisions d'exportation révèlent tout l'espoir que les autorités marocaines mettent dans un processus d'industrialisation lié à la demande mondiale et fondé sur la faiblesse des salaires au Maroc.

Il reste que, en dehors de l'instabilité de toute industrie liée au marché mondial, cette politique économique contient en elle-même des limites considérables, la première est celle de l'endettement extérieur nécessaire au financement des investissements. Dès 1972, les amortissements de la dette se sont élevés à 60 % du montant des emprunts perçus par le Trésor et d'autres organismes publics (5). La seconde est la stratégie du capital international vis-à-vis des offres qui lui sont faites : l'expérience des pays d'Amérique Latine prouve que l'investissement étranger résoud les problèmes

(5) Voir Chronique A.A.N., 1972.

de la firme multinationale et non ceux du pays. L'internationalisation du capital au Maroc se trouve ainsi normalement appelée par les nécessités politiques internes.

Dans le cas de la Tunisie, après la fin de l'expérience Ben Salah, la nécessité de faire face au chômage et à la misère dans les villes induit le développement de la politique touristique et celle de la sous-traitance. Concernant le tourisme, la période 1969-1972 couverte par le Plan Quadriennal, il est donné une forte impulsion au tourisme avec une prépondérance écrasante du secteur privé. Les résultats de cette politique touristique sont rien moins probants : à une instabilité de la demande et donc de l'emploi, il faut ajouter les difficultés financières dues à l'importation des biens et à la sortie des profits. En ce qui concerne la sous-traitance, l'Etat tunisien met force de travail et moyens de production à la disposition des capitalistes étrangers en vue de l'exportation. Que peut-on attendre de cette politique ?

— Un développement conjoncturel de l'emploi et de l'exportation des produits manufacturés.

— Un élargissement limité du marché car les salaires sont faibles, et par définition la sous-traitance limitée à un secteur bien particulier, celui auquel s'intéresse le partenaire étranger.

— La sous-traitance s'opère par contrats renouvelables qui ne couvrent jamais plus de 3 ou 6 mois. Donc les firmes étrangères deviennent les vrais propriétaires de ces moyens de production. L'industrie tunisienne devient un pion dans l'échiquier industriel international.

— Pour les capitalistes étrangers, le gouvernement tunisien dans le cadre des Investissements a prévu :

- rapatriement des bénéfices et de certaines dotations en amortissements,
- exonération totale de l'impôt sur les bénéfices au cours des 6 premières années.

Toutes ces mesures rendent plus que problématique une reprise en main par l'Etat d'une initiative économique. Au demeurant les résultats atteints sont loin d'être satisfaisants (6).

Rappelons brièvement qu'au Maroc et en Tunisie, l'échec de l'accumulation du capital au plan interne a entraîné une internationalisation du capital au sens précis du développement du contrôle du capital national par des groupes étrangers : le développement de la sous-traitance et de la prospection pétrolière en Tunisie, le développement des industries textiles et de la propriété foncière étrangère au Maroc sont autant de processus d'internationalisation résultant de l'échec d'une politique bourgeoise.

Dans le cas de l'Algérie, il nous reste à examiner en quoi l'accumulation du capital menée par l'Etat peut rencontrer des obstacles, et comment elle peut et doit les surmonter.

(6) Voir Chronique A.A.N., 1972.

Nous devons identifier trois obstacles :

- le problème de la répartition des revenus;
- le problème de la détérioration des termes de l'échange;
- le problème du capitalisme privé.

1. — LE PROBLÈME DE LA RÉPARTITION DES REVENUS.

On admet généralement que l'inégalité dans la répartition des revenus constitue un obstacle dans la reproduction élargie du capital. Cette inégalité constitue un obstacle, aussi bien pour la reproduction du secteur des biens de consommation courants, que pour celui des biens de consommation de luxe.

La question est de savoir si le fait que l'accumulation du capital est réalisée par l'Etat, permet ou non de résoudre la contradiction entre l'état des techniques et la répartition des revenus. Posée en ces termes, la question prend plusieurs formes en Algérie : en premier lieu, est-ce que le processus de transformation des structures agraires peut améliorer la répartition des revenus au point d'élargir les marchés pour l'accumulation du capital dans l'industrie. Cette question mérite d'être posée; on assimile généralement réforme agraire et redistribution des terres, la redistribution des terres entraînerait une redistribution des revenus tirés de l'agriculture. Cette vision mérite d'être précisée. En effet, le simple fait de redistribuer des terres n'implique pas ipso-facto une redistribution du revenu agricole. Celle-ci n'intervient que dans la mesure où une politique adéquate des prix permet à l'unité de production agricole d'élever le niveau de revenu des producteurs directs. Dans l'hypothèse de structure des prix inadéquate, il est fort probable que la concentration des revenus continuera à se réaliser, cette fois-ci non pas au profit des propriétaires fonciers mais au profit des mécanismes étatiques de commercialisation et finalement au profit de la population urbaine. Dans ce cas, la réforme agraire risque de ne pas changer fondamentalement la structure des marchés dans les campagnes. On peut montrer sur ce plan là qu'il existe des tendances contradictoires dans la situation économique actuelle de l'Algérie.

D'une part, en effet la mise en œuvre du processus de transformation des structures sociales dans les campagnes doit aboutir à une amélioration dans la répartition du revenu national ainsi qu'à son élévation. Néanmoins, il n'y a aucune nécessité à cela. La redistribution des terres non suivies par une politique adéquate de rapport entre les prix agricoles et les prix industriels peut renouveler et même aggraver la répartition du Revenu global. Une réflexion approfondie doit être menée pour que la mise en place des coopératives ne se heurte pas aux mêmes obstacles que les domaines autogérés.

On sait que dans l'autogestion, une gestion trop centralisée et une politique des prix et des techniques inadéquate a abouti à une dégradation

relative du niveau de vie des producteurs et à une diminution des effectifs des travailleurs permanents et saisonniers, ainsi qu'à une diminution du nombre de jours travaillés dans l'année.

Pour toutes ces raisons l'adoption d'un système de prix est la chose la plus délicate mais aussi la plus essentielle : un système de prix doit être *socialement* réfléchi. Les économistes savent bien qu'il n'y a aucune rationalité en soi du système des prix.

Le renversement de la tendance actuelle de l'exode vers les villes ne peut être obtenu sans une intervention massive de l'État en faveur des équipements sociaux dans les campagnes et la garantie d'une parité de pouvoir d'achat entre les villes et les campagnes. Parallèlement une politique agraire plus dynamique doit être nécessairement l'objectif à atteindre en matière de choix des cultures, de choix des techniques et de restauration des sols. Les campagnes algériennes méritent une politique aussi dynamique que le secteur industriel dont elle garantit d'ailleurs la reproduction élargie.

Comment se présente le problème de la répartition des revenus dans les villes ? Le premier facteur est évidemment l'expansion de l'emploi permise par la mise en place de structures d'enseignement ou de santé, le développement des appareils de l'État, ensemble de phénomènes qui induisent une augmentation de l'emploi non-productif, mais nécessairement un élargissement des marchés pour les biens de consommation. En sens inverse, on doit noter que le choix de techniques capitalistes impliqué par le choix de certains secteurs de production, par exemple la pétrochimie, la sidérurgie, les industries mécaniques et électriques de pointe peuvent induire un processus de concentration des revenus au sein de la masse salariale, processus de concentration des revenus, défavorables à l'élargissement des bases de l'accumulation du capital. De même, comme on le verra plus loin, il est clair que le développement du capital privé, induit, comme on le verra, par les mécanismes publics d'accumulation du capital, réalise lui-même une concentration des revenus, concentration des revenus inadéquate évidemment à une expansion régulière des marchés. Au total, la mise en œuvre d'une réforme agraire, la prise en charge par l'État de l'accumulation du capital dans les secteurs de base, secteurs de moyens de production pour l'essentiel, ne résoud pas totalement et automatiquement le problème de la répartition des revenus.

Selon une étude parue dans la *Revue Algérienne du Travail*, les revenus se distribueraient comme suit en Algérie en 1972 :

Nombre de personnes		Revenu (Millions de dinars)	% du total
8 800 000	67 %	4 400	37 %
2 500 000	19 %	2 800	25 %
1 500 000	11 %	1 700	13 %
400 000	3 %	3 000	25 %
13 200 000	100 %	11 900	100 %

Cette situation, même si les chiffres sont considérés comme ordre de grandeur, est certainement défavorable à un élargissement régulier des marchés.

2. — LE PROBLÈME DE LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE.

On doit examiner maintenant le problème de la détérioration des termes de l'échange. Posé largement, ce problème rejoint évidemment celui de l'échange inégal. En quoi, la maîtrise de l'accumulation du capital par l'Etat conduit-elle, et selon quels mécanismes, à une amélioration des termes de l'échange favorables à l'élargissement de l'accumulation du capital par le biais de capacités financières plus adéquates ? La réponse sera mieux établie par des arguments statistiques. En ce qui concerne l'investissement, le tableau suivant nous indique le contenu devises des différents projets.

	%	impact des dépenses sans rechercher l'origine des inputs		impact avec estimation input étranger dans B.T.P.	
		B. T. P.			
		Algérie	Etranger	Algérie	Etranger
- Etudes et engeneering	10	3	7	2	8
- G. C et bâtiments	40	32	8	20	20
- Equipement	31	3	28	2	29
- Stock - outil	4,5	2	2,5	2	2,5
- Formation et assistance technique	7,5	2	5,5	2	5,5
- Autres	7	3	4	3	4
Total	100	45	55	31	69

En ce qui concerne le fonctionnement des unités de production, la situation n'est guère plus favorable, comme le montre le tableau suivant, qui retrace les proportions des importations dans les consommations intermédiaires totales des unités de production :

Sociétés nationales	1970	1971
1. S. N. S.	61,80 %	58 %
2. Sonacome	70,9 %	81 %
3. E. M. A.	53,90 %	62 %
4. S. N. T. A.	65 %	47 %
5. S. N. I. B.	100 %	37 %
6. Somitex	91 %	99 %

Ainsi, pour son installation comme pour son fonctionnement, l'appareil de production reste extrêmement dépendant des importations et donc de l'inflation mondiale.

Selon le Secrétariat d'Etat au Plan, le renchérissement des importations a été encore sensible « depuis le début du quadriennal, puisque, ainsi qu'on l'observe sur le tableau ci-dessous, la moitié de l'augmentation des achats à l'étranger est due à la seule hausse des prix ».

Accroissement des importations de 1969 à 1972 (en millions de DA)	dont	
	Accroissement dû aux mouvements des prix	Accroissement dû au volume des importations
1 712, 50	800, 00	912, 50
100 %	46 %	54 %

Mieux encore une analyse détaillée montre que ce sont précisément les prix des biens d'équipement qui connaissent la plus forte croissance annuelle.

Pourcentage annuel de croissance de l'indice des prix à l'importation	1969	1970	1971	1972	Pourcentage de croissance annuel moyen 1970-71-72
B de C. finale	1, 4	5, 7	10, 6	6, 9	7, 7 %
B de C. intermédiaire	0, 2	5, 5	3, 5	0, 9	3, 3 %
F. B. C. F.	0, 4	2, 8	7, 8	17, 5	7, 2 %

L'évolution des termes de l'échange va dépendre évidemment du prix du pétrole dont la part dans les exportations est égale à 82,4 %.

Pour cette raison, l'évolution de l'indice global des prix à l'exportation suit de près celui du pétrole brut : il augmente avec la légère tendance à la hausse du brut enregistrée en 1970 (de 1 à 2 %), suit le saut brutal du pétrole en 1971 (+ 6,6 %) et a une évolution similaire en 1972 (+ 5,1 %).

Cette évolution confirme d'autre part l'impact modéré du mouvement des prix des autres produits provenant notamment de l'agriculture et des industries de transformation.

Un bilan provisoire sur la situation des termes de l'échange peut être présenté en conséquence selon les deux tableaux suivants :

Croissance des exportations de 1969 à 1972 (Millions de DA)	dont	
	Gains résultant des mouvements de prix	Croissance en volume des exportations
1 243, 10	1 201, 10	42, 00
100 %	96, %	3, 4 %
Croissance des importations de 1969 à 1972 (Millions de DA)	dont	
	Accroissement dû aux mouvements des prix	Accroissement en volume des importations
1 712, 50	800, 00	912, 50
100 %	46 %	54 %

On constate que les gains résultant du mouvement des prix à l'exportation sont beaucoup plus rapides que les pertes subies du fait des prix à l'importation.

Une évolution annuelle est encore plus intéressante à suivre. Elle montre à quel point l'Algérie a profité d'une chance inouïe, qu'elle a contribué à produire, et qui est le parallélisme entre l'amélioration des termes de l'échange et la mise en place des plans industriels.

*Evolution par année des indices des prix
des exportations et des importations*

Base 100 = 1970	1967(*)	1968	1969	1970	1971	1972
Indice du prix des Exportations (1)	-	97, 3	98, 9	100	116, 6	122, 5
Indices du prix des Importations (2)	-	97, 1	97, 2	100	105, 8	113, 00
Rapport des indices (1)/(2) en %	-	100, 2	101, 7	100	110, 2	108, 4

(*) Données inexistantes pour 1967.

D'un examen sommaire de ces données, il ressort que le bilan est favorable à l'économie algérienne, cependant :

— L'accroissement des recettes d'exportation est due en majeure partie à la hausse des prix, l'augmentation du volume d'exportation restant faible.

— Cet accroissement des recettes est essentiellement dû à l'accroissement des prix du pétrole; la structure des exportations révèle que l'Algérie devient de plus en plus mono-exportatrice.

En conséquence, ce bilan positif n'est pas l'aboutissement d'une amélioration des termes de l'échange : il résulte du brutal réajustement du prix du pétrole brut en 1971.

Il reste que dans la stricte mesure où les contrats de vente de pétrole, de gaz sont libellés dans des monnaies qui ont tendance à voir leur parité baisser par rapport à d'autres monnaies, se pose le problème des monnaies d'achat des biens d'importation et des monnaies de vente des biens d'exportation. Pour l'essentiel, le problème se pose ainsi : si le dollar se dévalue par rapport au mark, il en résulte une détérioration des termes de l'échange pour la simple raison que le mark se valorise par rapport au dollar et que l'Algérie achète en mark et vend en dollars. Il y a là un point technique qu'il ne faut pas négliger si l'on veut analyser de près la détérioration des termes de l'échange. Admettons donc que dans les conditions politiques favorables, pour un certain nombre de produits pour lesquels la demande sociale mondiale dépasse un certain moment l'offre, on admettra que l'Etat algérien se trouvera dans une position de force pour améliorer les termes de l'échange. Cette amélioration des termes de l'échange réalise les conditions financières de l'accumulation élargie.

3. — LE PROBLÈME DU CAPITALISME PRIVÉ.

Un troisième problème doit être examiné pour pouvoir repérer les capacités d'une accumulation élargie du capital étatique, c'est celui du capital privé. Il est en fait indéniable que, depuis 1966, le capital privé en Algérie connaît un développement non négligeable. Le processus de ce développement mérite d'être analysé avant de dire quelques mots sur ses effets. Le développement du capital privé, actuellement en Algérie, résulte de la nouvelle structure du marché organisée et déterminée par l'Etat. L'important volume d'investissements publics réalisé successivement par le Plan Triennal, le Plan Quadriennal, a permis un élargissement des marchés aussi bien pour l'entreprise des biens de consommation que pour l'entreprise de biens d'investissements.

Ainsi, le volume important réalisé dans le bâtiment et les travaux publics, l'extension de l'emploi déterminé par la croissance des dépenses publiques ou encore par la croissance du secteur industriel public a permis au capital privé d'élargir ses bases d'accumulation. Disons même que les conditions de cette accumulation sont rendues favorables par l'Etat. Certains capitaux privés se trouvent nécessairement en aval de la production du secteur public, nous pensons par exemple aux industries mécaniques, aux industries du bâtiment et aux industries textiles. Dans le cas où ces différentes industries, au sens des firmes, utilisent les produits du secteur public, elles mettent à profit les tarifs qui leur sont en quelque sorte concédés par l'Etat. Ainsi, aidé au niveau de ses inputs, favorisé dans ses outputs, le capital privé prospère.

La mesure de cette prospérité est facile à prendre. Elle le sera dans les trois tableaux qui suivent :

*Chiffre d'affaires et emploi des entreprises
de 5 salariés et plus dans les industries en pourcentage (1972)*

	CA		VA	
	Public	Privé	Public	Privé
Eau et Energie	91,9	8,1	94,4	5,6
Mines et Carrières	83,1	6,9	88,1	11,9
I. S. M. M. E.	72,8	27,2	75,8	24,2
Matériaux de Constructions	84,7	5,3	86,1	13,9
Chimie, Caoutchouc Plastique	27,7	72,3	33,7	66,3
Industries Alimentaires	66,4	33,6	74,3	25,7
Textiles	18,7	81,3	29,1	70,9
Cuir et Peaux	27,1	72,9	26,8	73,2
Bois, Papier, Polygraphie	38,8	60,2	47,8	52,2
Total	60,8	39,2	68,8	31,2

On constate la part non négligeable du secteur privé dans certaines branches. De plus, pour des raisons diverses, sa rentabilité est très forte.

Valeur ajoutée comparée en 1972

(millions de dinars)

	Secteur public		Secteur privé
	Source Plan	Source Industrie	
Eau et Energie	44,74		55,33
Mines et carrières	13,41	9,5	7,98
I. S. M. M. E.	36,44	18,8	25,77
Matériaux de Constructions	21,46	15,2	10,11
Chimie Caoutchouc Plastique	42,45	16,7	33,2
Industries Alimentaires	52,97	22	29,9
Industries Textiles	10,9	10	14
Cuir et Peaux	10,6	10,8	13,6
Bois, Papiers, Polygraphie et divers	19,2	15,1	18,8
Total	18,56		20,3

Rentabilité comparée des entreprises publiques et privées

Activités	Valeur ajoutée		Excédent net		2/1 %	
	P _r	SN	P _r	SN	P _r	SN
Pétrole et Gaz	1 507 721	2 025 269	627 285	740 010	41,6	36,5
Industries Extractives	82 220	102 819	46 770	- 28 913	56,8	-28,1
Alimentaires, Boissons, Tabacs	297 707	723 271	37 876	61 100	13,5	8,3
Textiles	362 620	90 106	60 560	- 25 364	16,6	-28,1
Cuir et Chaussures	66 007	27 407	35 639	- 9 065	53,9	-33,1
Chimiques	160 360	81 851	12 063	9 616	7,5	11,7
Matériaux de construction	66 928	196 523	6 648	25 910	10	13,2
I. S. M. M. E	260 676	409 280	46 200	18 365	17,7	4,4
Bois - Papier - Diverses	132 302	63 850	15 323	1 600	11,5	2,5
Elect. G. Eau	58 521	296 195	39 453	68 937	78,0	23,2
Total	2 989 462	4 609 471	754 713	894 500	25,2	19,4

Synthèse des structures économiques 1971.
Document interne au Plan, décembre 1973.

Il convient de se demander en quoi ce développement du capital privé risque de remettre en cause le secteur public ?

Nous avons vu en effet que la condition initiale d'émergence du secteur public était la faiblesse de la bourgeoisie privée. Il convient maintenant de se demander si en sens inverse, la croissance et la reproduction élargie de cette bourgeoisie privée, ne risque pas de manière ou d'une autre de remettre en cause la reproduction élargie du secteur public. Elle peut le faire de trois manières différentes.

En premier lieu, elle peut évidemment menacer politiquement l'extension du secteur public; on sait que l'élargissement de la base économique du capital privé entraîne progressivement sa domination sur les pouvoirs politiques. L'exemple de la Tunisie est à cet égard instructif.

En deuxième lieu, il est à craindre que le capital privé, par son extension même, constitue une menace directe sur l'accumulation du secteur public, par exemple, dans les secteurs où ces deux types de capitaux sont concurrentiels, le secteur privé peut progressivement attaquer, et dans certaines conditions remettre en cause l'existence même du secteur public dans ces secteurs là, comme par exemple dans le cas des industries de biens de consommation.

Enfin, il ne faut pas exclure la concurrence entre secteur public et secteur privé, du point de vue financier. Le financement actuel du secteur privé en Algérie est très certainement largement dominé par celui du secteur public. Néanmoins, il n'est pas exclu, si le rôle des catégories marchandes

est considéré comme prédominant, si les critères financiers l'emportent progressivement sur les critères sociaux, que le capital privé apparaisse aux yeux du système financier comme réalisant des performances plus remarquables que celles du secteur public et donc susceptible d'être encouragé au plan financier. Ce n'est certainement pas encore le cas. L'ensemble des trois raisons que nous avons évoquées ne constitue très certainement pas un ensemble de contraintes considérables qui pèse sur l'accumulation publique. L'avenir montrera si ces contraintes se seront révélées insurmontables pour ce capital public ou au contraire si ces contraintes peuvent être surmontées d'une manière ou d'une autre. En tout état de cause, et pour relier notre réflexion à l'internationalisation du capital, il est évident que l'échec de l'accumulation du capital étatique constituera ou plus précisément débouchera sur une plus forte internationalisation du capital, entendue comme le contrôle du capital au niveau mondial par un certain nombre limité de foyers d'accumulation quelle que soit leur nationalité.

CONCLUSION

On a essayé de montrer quelles formes particulières revêt l'accumulation du capital au Maghreb. L'internationalisation actuellement en cours au Maroc et en Tunisie est le résultat de l'incapacité des bourgeoisies locales, pourtant dominantes politiquement, à résoudre les problèmes économiques et sociaux résultant de la stagnation du capitalisme de type colonial. Dans le cas de l'Algérie, c'est aux racines mêmes de cette stagnation que la politique économique actuelle tente de s'attaquer. C'est à une réflexion et à une action approfondies en matière agraire, de répartition des revenus et d'allocation des ressources d'investissement qu'elle devra son succès.

Abdellatif BENACHENHOU
*Directeur du Département Economique
de l'Université d'Alger.*